



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/417
27 juillet 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Points 18, 33, 50, 51, 75, 83, 84, 105
et 128 de l'ordre du jour provisoire*

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS
ET AUX PEUPLES COLONIAUX

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS EXPERIMENTALES D'ARMES NUCLEAIRES

NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN TRAITE D'INTERDICTION COMPLETE
DES ESSAIS NUCLEAIRES

EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT

CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE LE TRAFIC DES DROGUES

MESURES VISANT A PREVENIR LE TERRORISME INTERNATIONAL QUI MET EN
DANGER OU ANEANTIT D'INNOCENTES VIES HUMAINES, OU COMPROMET LES
LIBERTES FONDAMENTALES, ET ETUDE DES CAUSES SOUS-JACENTES DES
FORMES DE TERRORISME ET D'ACTES DE VIOLENCE QUI ONT LEUR ORIGINE
DANS LA MISERE, LES DECEPTIONS, LES GRIEFS ET LE DESESPoir ET QUI
POUSSENT CERTAINES PERSONNES A SACRIFIER DES VIES HUMAINES, Y COMPRIS
LA LEUR, POUR TENTER D'APPORTER DES CHANGEMENTS RADICAUX

* A/42/150.

Lettre datée du 20 juillet 1987, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de
Samoa auprès de l'Organisation des Nations Unies

Mon gouvernement, qui assure actuellement la présidence du Forum du Pacifique sud, m'a chargé de vous transmettre le texte du communiqué final du 18e Forum du Pacifique sud qui s'est tenu à Apia les 29 et 30 mai 1987 (voir annexe). Je vous serais obligé de bien vouloir le faire distribuer d'urgence comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 18, 33, 50, 51, 75, 83, 84, 105 et 128 de l'ordre du jour provisoire.

Le Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Robin MAUALA

ANNEXE

Communiqué final du dix-huitième Forum du Pacifique sud, tenu à Apia
les 29 et 30 mai 1987

1. Le dix-huitième Forum du Pacifique sud s'est tenu à Apia (Samoa-Occidental) les 29 et 30 mai 1987. Les chefs de gouvernement des pays suivants ont participé au Forum : Australie, Etats fédérés de Micronésie, îles Cook, îles Marshall, îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nouvelle-Zélande, Nioué, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa-Occidental et Tuvalu. Vanuatu était représenté par le Vice-Premier Ministre et Tonga par son ministre des affaires étrangères et de la défense. Le Premier Ministre du Samoa-Occidental, M. Va'ai Kolone, a présidé la réunion.
2. Les Etats fédérés de Micronésie et la République des îles Marshall ont été accueillis en tant que membres à part entière du Forum du Pacifique sud.
3. Les chefs de gouvernement ont pris note avec approbation du fait que le Président avait exprimé, dans son discours liminaire, la profonde préoccupation et l'anxiété qui étaient les leurs devant les événements récents qui ont entraîné la chute du gouvernement élu de Fidji. Reconnaisant la complexité des problèmes de Fidji, ils ont déclaré partager sans réserve les espoirs exprimés par le Président, qui, comme le Gouverneur général de Fidji, avait souhaité une solution pacifique et satisfaisante aux problèmes actuels. Ils se sont associés au témoignage de solidarité du Président en se déclarant disposés à fournir toute l'aide qu'il serait en leur pouvoir d'apporter.
4. Il a été convenu que le Président indiquerait au Gouverneur général de Fidji que le Forum était disposé à l'aider et le prierait de lui faire connaître les formes d'assistance qu'il jugerait les plus appropriées.
5. Comme exemple d'assistance, après avoir mené une discussion officielle approfondie et pris contact avec Fidji au cours de la réunion, les chefs de gouvernement ont décidé que le Forum enverrait une mission à Fidji si le Gouverneur général estimait une telle initiative constructive et utile. La mission serait conduite par le Premier Ministre de l'Australie et comprendrait le Premier Ministre des îles Salomon et le Directeur du Bureau de la coopération économique pour le Pacifique sud. Elle aurait des entretiens avec toutes les parties en présence à Fidji, en vue de chercher à faciliter la résolution des problèmes actuels si le Gouverneur général de Fidji le jugeait souhaitable.
6. Si le Gouverneur général de Fidji demandait une assistance supplémentaire ou différente, il appartiendrait au Président de communiquer cette demande aux chefs de gouvernement et le Directeur coordonnerait les mesures à prendre.
7. Les chefs de gouvernement, constatant que le Forum se réunissait dans un environnement de plus en plus complexe, ont accordé une attention particulière à la manière dont il pourrait le mieux faire face, en tant qu'organisation régionale suprême, aux défis qui lui sont lancés et à ceux qui restent à venir.
8. Il était urgent de faire en sorte que le Forum et le Bureau de la coopération économique pour le Pacifique sud jouissent du prestige qu'ils méritent auprès des

autres gouvernements et organisations. Après 17 ans, le Forum du Pacifique sud était devenu l'institution politique suprême dans le Pacifique sud, et des mesures allaient être prises pour consolider sa position. Dans cet objectif, le Forum a décidé de créer un comité chargé des arrangements institutionnels régionaux qui considérerait, entre autres, les moyens d'accroître le prestige du Forum sur le plan international, étudierait la notion d'une organisation régionale unique et mettrait au point des moyens de renforcer le Forum et son secrétariat, le Bureau de la coopération économique pour le Pacifique sud.

Nouvelle-Calédonie

9. Le Forum a examiné l'évolution de la situation touchant la Nouvelle-Calédonie depuis la tenue à Auckland, en mars 1987, de la Commission ministérielle sur la Nouvelle-Calédonie.

10. Le Forum a réaffirmé son ferme soutien à une transition rapide et pacifique vers une Nouvelle-Calédonie indépendante, conformément aux droits innés et aux droits acquis de la population autochtone, et d'une manière propre à garantir les droits et les intérêts de tous les habitants de cette société multiraciale. Le Forum a fait siennes les conclusions de la réunion ministérielle d'Auckland, demandant un acte d'autodétermination qui offrirait :

a) Un choix libre, honnête et véritable;

b) L'octroi du droit de vote seulement aux personnes pouvant prouver qu'elles résident depuis longtemps en Nouvelle-Calédonie et qu'elles sont attachées à ce pays. Les droits et intérêts de tous les habitants devraient être garantis, les droits des Canaques étant tout spécialement reconnus;

c) Un choix entre toutes les options possibles, y compris le statu quo, l'intégration, l'autonomie interne, l'indépendance associée ou l'indépendance totale;

d) Une éducation politique de la population de sorte que toutes les options soient comprises et, en particulier, qu'aucune option ne soit envisagée comme entraînant des sanctions.

11. Le Forum a été particulièrement encouragé par l'ampleur et la vigueur de l'appui que lui a manifesté la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, de même que l'Organisation des Nations Unies, où il a réussi à faire réinscrire la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes. Le Forum a exprimé sa gratitude aux Etats Membres de l'ONU qui avaient appuyé la résolution 41/41 A de l'Assemblée générale, en date du 2 décembre 1986, et tout particulièrement aux 31 Etats Membres coauteurs de la résolution demandant la réinscription.

12. Le Forum s'est montré très préoccupé de la politique actuelle du Gouvernement français à l'égard de la Nouvelle-Calédonie. La France poursuivait activement l'organisation d'un référendum conçu dans des conditions choisies par elle, et une part importante de la population autochtone avait proclamé, par l'intermédiaire de son organisation représentative, le Front de libération nationale kanak et

socialiste (FLNKS), qu'elle n'aurait aucune part à ce référendum. Le Forum a rejeté celui-ci catégoriquement. Dans une telle situation, ce référendum serait un facteur de division, un exercice futile et ouvrirait la voie à une catastrophe. Le Forum a lancé un appel à la France pour qu'elle renonce à ce référendum.

13. Constatant que le Gouvernement français actuel avait fondé ses politiques concernant l'avenir de la Nouvelle-Calédonie sur le référendum et que ce référendum serait désormais un exercice vide de sens, le Forum a mis en question la politique que la France entendrait poursuivre après cela.

14. Déclarant que la Nouvelle-Calédonie constituait une préoccupation permanente et pressante pour la région du Pacifique sud, le Forum a souligné son adhésion à la politique du dialogue et exprimé le désir d'envoyer une délégation en Nouvelle-Calédonie pour examiner la situation avec toutes les parties. Il souhaiterait vivement étudier la question avec la France à Paris et s'est déclaré disposé à envoyer une délégation à cette fin, si la France désirait sincèrement qu'un dialogue s'instaure en vue d'aboutir à une solution pacifique. Le Forum a réaffirmé sa décision de 1986 autorisant le Président du Forum à engager un dialogue en son nom avec le FLNKS en vue de faire avancer ce processus.

15. Le Forum a également prié le Comité spécial de la décolonisation de l'ONU de recommander à l'Assemblée générale, à sa quarante-deuxième session, de demander qu'un référendum soit organisé en Nouvelle-Calédonie, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux principes et pratiques universellement reconnus d'autodétermination et d'indépendance.

16. Le Forum a demandé au Conseil des jeux du Pacifique sud de changer le lieu des jeux du Pacifique sud qui devaient se tenir en Nouvelle-Calédonie en décembre 1987, pour protéger la sécurité et les intérêts des athlètes participants.

Sécurité régionale

Echange d'informations sur les événements internationaux qui ont une incidence sur la sécurité de la région

17. Le Forum a décidé d'établir un système d'échange d'informations sur les événements internationaux qui touchent la sécurité régionale pour développer, améliorer et accélérer ces échanges entre ses pays membres. Outre les questions intéressant la sécurité et la défense nationales, il a également décidé de suivre les événements ayant une incidence sur la sécurité économique de la région et de les inclure dans le nouveau système. Il a constaté que les difficultés économiques avaient un effet préjudiciable sur la sécurité, en particulier pour les petits Etats. Dans le cadre de la promotion des échanges d'informations, les pays membres du Forum organiseraient une réunion initiale sur cette question à la fin de 1987.

Terrorisme et détournements d'avions

18. Notant la récente tentative de détournement d'un avion de la compagnie Air New Zealand, le Forum est convenu qu'il était souhaitable d'organiser une action régionale contre le terrorisme pour le neutraliser. Il a décidé de constituer un groupe de travail chargé d'examiner la question et d'explorer les mesures que les Etats membres du Forum pourraient prendre pour prévenir plus efficacement le terrorisme et les détournements d'avions.

Questions nucléaires

Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique sud

19. Le Forum s'est félicité que les Iles Salomon, représentées par leur Premier Ministre, M. Ezeziel Alebua, aient signé le Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique sud au cours de la présente session, devenant ainsi le onzième signataire. Il a noté que cet instrument était entré en vigueur le 11 décembre 1986 et qu'il y avait à présent neuf parties contractantes.

20. Tout en se déclarant très satisfait que la Chine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) aient signé les Protocoles 2 et 3 du Traité, le Forum a déploré le caractère imprécis de la déclaration que l'Union soviétique a faite au sujet de l'interprétation du texte. Il a demandé à ce pays de s'abstenir de présenter des réserves ou une interprétation lorsqu'il ratifierait les Protocoles.

21. Le Forum a également déploré que les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'aient pas signé le Traité et ses protocoles alors qu'ils avaient accepté d'en respecter les dispositions, à titre officieux. Il a engagé ces Etats dotés d'armes nucléaires et la France à signer les Protocoles.

22. Le Forum s'est déclaré profondément préoccupé par la poursuite des essais nucléaires français dans le Pacifique sud et a demandé qu'il y soit mis fin.

Convention relative à la protection de l'environnement dans la région du Pacifique sud

23. Le Forum s'est félicité de la conclusion de la Convention relative à la protection de l'environnement dans la région du Pacifique sud, à Nouméa en novembre 1986. Il a noté qu'au moment où il se réunissait, la Convention et ses protocoles avaient déjà été signés par neuf pays et ratifiés par un pays. Il a invité tous les autres pays intéressés à adhérer à la Convention le plus tôt possible.

Pêche régionale

24. Le Forum s'est félicité que les négociations menées avec les Etats-Unis au sujet du Traité multilatéral sur la pêche aient abouti et que ce traité ait été signé par plusieurs pays à Port Moresby, le 2 avril 1987. Il a noté avec satisfaction que Nioué et Vanuatu étaient devenus respectivement les treizième et quatorzième signataires au cours de sa session en cours. Il a engagé les signataires à ratifier le Traité le plus tôt possible pour que les pays membres du Forum puissent profiter des avantages importants découlant de son application.

25. Le Forum a également préconisé aux Etats membres d'adopter à titre prioritaire une approche régionale ou sous-régionale dans les négociations sur la pêche qu'ils menaient avec le Gouvernement japonais. Il a demandé au Directeur de l'Office des pêches du Forum de s'occuper de cette question.

26. Le Forum a condamné dans les termes les plus vigoureux la poursuite des activités de pêche illégales des senneurs des Etats-Unis et d'autres bateaux de pêche étrangers à l'intérieur des zones économiques exclusives de ses Etats membres. Dans ce contexte, il a salué les nouvelles initiatives que l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont prises en collaboration avec l'Office des pêches du Forum pour améliorer le dispositif de surveillance régionale.

27. Le Forum a félicité le Directeur de l'Office des pêches du Forum, M. Philipp Muller, qui a été reconduit dans ses fonctions.

Japon

28. Le Forum s'est félicité des progrès enregistrés dans le dialogue avec le Japon, en mentionnant notamment la visite du Ministre japonais des affaires étrangères dans le Pacifique sud, en janvier 1987, et la constitution d'une dotation spéciale de 2 millions de dollars en faveur des îles du Pacifique, qui a été annoncée par ce même ministre. Il a également prié le Japon d'allouer les fonds régionaux par l'intermédiaire du Bureau de la coopération économique pour le Pacifique sud et d'adapter les modalités de son assistance aux besoins spécifiques des pays du Pacifique sud. Le Forum espérait également que le Japon pourrait accroître sensiblement son aide au développement dans la région.

Questions économiques

29. Le Forum a passé en revue les questions économiques régionales. Etant donné la fragilité des économies de certains de ses Etats membres, il a estimé que les questions économiques devaient être examinées régulièrement au niveau des chefs de gouvernement. Il a noté que son secrétariat étudiait la possibilité de renforcer les relations économiques dans le Pacifique et qu'on pourrait ainsi envisager un large éventail d'options pour la coopération économique régionale. Il a décidé de poursuivre l'examen de ces questions lorsqu'il se réunirait en 1988.

Petits pays insulaires

30. Le Forum a réaffirmé son appui aux mesures spéciales destinées à favoriser le développement de ceux de ses Etats membres qui appartenaient à la catégorie des petits pays insulaires. Il a approuvé la création d'un mécanisme de financement pour ces pays, qui serait administré par le Bureau de la coopération économique pour le Pacifique sud, et pris acte des contributions versées par la Nouvelle-Zélande et l'Australie, en particulier celles de la Nouvelle-Zélande qui s'élèvent à 250 000 dollars néo-zélandais par an pour les trois prochaines années. Il a également reconnu que l'aide spéciale en faveur des petits pays insulaires n'impliquait pas seulement un niveau de financement plus important. Les autres pays et organisations devaient réexaminer et modifier leur politique et leur attitude à l'égard des petits pays insulaires pour tous les aspects de leurs relations mutuelles. Le Forum a demandé instamment à tous les donateurs de tenir compte des besoins très spécifiques de ses membres les plus défavorisés.

Commerce des produits agricoles

31. Le Forum s'est déclaré préoccupé par les restrictions que la Communauté économique européenne (CEE) envisageait pour les importations d'huiles végétales en provenance d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Il a demandé à la CEE de ne pas imposer de restrictions, d'autant plus que les produits dérivés de la noix de coco jouaient un rôle vital dans les économies de ses pays membres insulaires. Il a appuyé les démarches entreprises par le Groupe des exportateurs loyaux ("Groupe de Cairns") pour promouvoir des pratiques internationales plus équitables dans le commerce des produits agricoles et a invité ses principaux partenaires commerciaux à reconnaître que leurs pratiques et leurs politiques protectionnistes avaient des retombées politiques et économiques extrêmement dangereuses dans la mesure où elles risquaient d'entraîner une instabilité.

32. Le Forum a également noté la nécessité d'une concertation régionale pour explorer les utilisations à long terme du cocotier, du fait que le prix du coprah resterait probablement faible dans un avenir prévisible.

Télécommunications

33. Le Forum a déploré que la Banque mondiale ne soit pas disposée à allouer des fonds à tous ses pays membres insulaires pour appuyer la mise en oeuvre du programme de développement des télécommunications dans le Pacifique sud. Il l'a invitée à reconsidérer sa décision, étant donné la contribution extrêmement importante qu'elle pourrait apporter pour financer le développement des télécommunications dans la région.

Afrique du Sud

34. Le Forum a noté les troubles sans précédent qui sont le résultat direct de la politique infâme d'apartheid en Afrique du Sud et des élections du 6 mai, qui ont amené ce pays à durcir encore davantage sa position, et il a exprimé la préoccupation unanime de ses membres devant l'aggravation de la situation. Il a affirmé son soutien aux Etats de première ligne en Afrique australe. Ayant constaté que le refus opposé par le Gouvernement sud-africain à toute forme de dialogue constituait le principal obstacle à un avenir pacifique pour tous les peuples d'Afrique du Sud, le Forum a exprimé l'espoir qu'il n'était pas encore trop tard pour trouver une solution.

Bicentenaire de l'Australie

35. Le Forum a constaté que le bicentenaire de l'Australie serait célébré en 1988 et a pris note de l'invitation adressée à ses pays membres par le Premier Ministre australien pour qu'ils participent à cette célébration, notamment dans le cadre d'EXPO 88 et du Festival des arts du Pacifique sud ou d'autres manifestations organisées en Australie.

Dix-neuvième Forum du Pacifique sud

36. Le Forum a accepté avec plaisir l'invitation du Royaume des Tonga, qui a proposé d'accueillir le dix-neuvième Forum en 1988.